

**Cahier des clauses
administratives
particulières
(CCAP)**

**Marché public de
fournitures courantes
et de services**

n°2025-033

**Maintenance des
portes, portails et
autres équipements à
fermeture
automatique et semi-
automatique
De l'ENS Paris-Saclay et
du Lumen à Gif-sur-
Yvette (91)**

**École normale
supérieure (ENS)
Paris-Saclay**

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales.....	3
1.1. Objet	3
1.2. Décomposition du marché.....	3
1.3. Représentation des parties.....	3
1.4. Réalisation de prestations similaires	3
1.5. Sous-traitance	3
2. Pièces contractuelles	4
3. Durée et délais d'intervention	5
3.1. Durée du marché	5
3.2. Délais d'intervention.....	5
4. Prix	5
4.1. Caractéristiques des prix.....	5
4.2. Forme et variation des prix	5
5. Avance.....	6
6. Règlement des comptes.....	6
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	6
6.2. Modalités de règlement.....	6
6.3. Demandes de paiement.....	6
6.4. Délai global de paiement	7
6.5. Règlement en cas de cotraitants	8
6.6. Règlement en cas de sous-traitance	8
7. Pénalités.....	8
7.1. Pénalités applicables.....	9
7.2. Pénalités applicables en cas d'autre manquement constaté	9
7.3. Autres pénalités	9
8. Modalités d'exécution du marché	10
8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	10
8.2. Conditions d'exécution des prestations.....	10
9. Constatation de l'exécution des prestations	10
9.1. Opérations de vérification	10
9.2. Décision après vérification.....	10
10. Clauses de réexamen	10
11. Résiliation.....	11
12. Différends et litiges.....	11
13. Dérogations au CCAG applicable	12

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet la :

Maintenance des portes, portails et autres équipements à fermeture automatique et semi-automatique

Les spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloté en raison de l'homogénéité de ses prestations

Il est décomposé en deux postes :

- **Poste n°1** : Prestations forfaitaires relatives à la maintenance préventive et corrective ;
- **Poste n°2** : Prestations sur bons de commande, à la manière d'un accord-cadre à bons de commande, relatives aux prestations ponctuelles telles que définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

1.3. Représentation des parties

Dès la notification du présent marché, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

1.4. Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.5. Sous-traitance

Avant toute exécution par un sous-traitant de prestations de services au titre du présent marché, cette sous-traitance doit d'abord être acceptée par l'acheteur public.

Afin de présenter un sous-traitant, un formulaire de type DC4 ou équivalent correctement signé par le titulaire et le sous-traitant (préférentiellement de manière numérique) peut être fourni à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre soit en cours d'exécution du marché (via marches.hors.travaux@ens-paris-saclay.fr), accompagné des pièces administratives du sous-traitant précisées plus bas au présent article.

Sont annexés au présent acte d'engagement ces actes spéciaux pour chacun des sous-traitants du titulaire. Chacune de ces annexes constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Si cette demande est déposée avec l'offre, elle est réputée acceptée par la notification du marché initial, sinon au moment de la notification de l'acceptation de la sous-traitance en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.6.3. du CCAG FCS, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

Les déclarations de sous-traitance indiquent la nature et le montant des prestations exécutées par des sous-traitants payés directement en **précisant si ces prestations se rapportent au poste 1 forfaitaire, ou s'il s'agit d'un montant maximal au poste 2 à bons de commande**. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné peut présenter en nantissement ou céder.

Cet acte spécial de sous-traitance précise :

- qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R2193-3 du Code de la commande publique ;
- pour chaque sous-traitant présenté avant ou pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial :
 - l'extrait Kbis du sous-traitant ;
 - le RIB du compte à créditer ;
 - les attestations fiscales, sociales, d'assurance du sous-traitant ;
 - la déclaration sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas l'interdisant de soumissionner) mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
 - les références pour les prestations exécutées ;
 - les capacités économiques et financières ;
 - les capacités techniques et professionnelles ;
 - le descriptif financier et technique des prestations.

Le titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annuelle ;
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 1. Règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
 2. Inventaires ENS et Lumen ;
 3. Règlement intérieur ;
 4. Rapports de vérification APAVE ENS et Lumen ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les autres éléments de l'offre du titulaire (notamment le mémoire technique).

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG FCS.

3. Durée et délais d'intervention

3.1. Durée du marché

La durée du présent marché est indiquée à l'article 4 de l'acte d'engagement.

3.2. Délais d'intervention

Le délais d'interventions sont précisés à l'article 7.3.2 du CCTP.

4. Prix

4.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application d'un prix global et forfaitaire annuel pour le poste 1 et de prix unitaires détaillés au BPU pour le poste 2.

Pour la première période en 2026, le prix global et forfaitaire annuel est calculé au prorata temporis à partir de la date de notification.

4.2. Forme et variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre finale du titulaire, soit **janvier 2026**. Ce mois est appelé mois zéro (**Mo**).

Les prix sont réputés fermes la première année. Puis, les prix sont révisibles, à la hausse comme à la baisse, à chaque anniversaire de la date de notification du marché par application de la formule de révision paramétrique suivante :

$P = P_0 \times C$, avec le coefficient de révision $C = [0,15 + 0,85 \times (I/I_0)]$

Dans laquelle :

- **P** = Prix révisé et **P₀** = Prix initial ;
- **I** = Dernière valeur de l'indice de **ICHT-M** (Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques) connue à la date de révision ;
- **I₀** = Valeur de l'indice ICHT-M au mois zéro (**M0**).

Les coefficients de révision comportent trois décimales et sont arrondis au millième supérieur.

Il appartient au titulaire de calculer le coefficient de révision applicable sur chaque facture établie sur la base des prix initiaux contractualisés. Il doit, au 30 janvier de l'année concernée par la révision, et avant tout envoi de demande de paiement intégrant les prix modifiés, sous peine de forclusion,

envoyer le calcul de la révision des prix forfaitaire et unitaires et ses éléments justificatifs à : marches.hors.travaux@ens-paris-saclay.fr.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, l'acheteur public choisit un nouvel indice, aussi proche que possible du précédent.

Clause butoir : Chaque prix ne peut évoluer à la hausse, lors de la reconduction, que de 4% maximum par rapport à l'année précédente et de 10% maximum sur la durée totale du marché.

5. Avance

Aucune avance n'est prévue au présent marché, étant donné le montant maximum par période annuelle indiqué à l'article 5.2. de l'acte d'engagement.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'acheteur public peut la rejeter.

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Numéro SIRET de l'ENS Paris-Saclay : 19940607500036

Les demandes de paiement doivent être adressées exclusivement via CHORUS PRO et être libellée à :

École normale supérieure Paris-Saclay
Direction du patrimoine
4 avenue des Sciences
91190 Gif-sur-Yvette

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

6.2. Modalités de règlement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions ci-dessous sont apportées : Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes. Ce règlement prend la forme d'un acompte. Les acomptes sont versés préférentiellement mensuellement et le solde est versé après complète admission des prestations.

6.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par l'acheteur.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de

paiement.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- les nom et adresse du créancier, ainsi que le contact, téléphonique et courriel de son service facturation ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections et/ou des rabais, des promotions ;
- la ou les dates d'exécution des prestations ;
- **la référence du marché : n°2025-033 ;**
- **le numéro d'engagement juridique** : communiqué par la DPAT (Direction du PATrimoine), afin de faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire (commençant par « ATT- » pour les montants forfaitaires, et « EJ- » pour les montants du poste 2 à bons de commande. Ce numéro d'engagement juridique est une information essentielle, en l'absence de laquelle l'acheteur public se trouve dans l'impossibilité d'identifier le responsable de la commande et la ligne budgétaire qui supporte la dépense. La référence de bon de commande doit figurer sur la facture ET être saisie dans le champ « Références / n° d'engagement » sur le portail CHORUS PRO. Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle peut faire l'objet d'un rejet par l'acheteur public ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bon(s) de livraison ;
- la décomposition des prix forfaitaires et ou le détail des prix unitaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de la révision de prix et son détail de calcul ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- La date de facturation.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter une demande de paiement erronée, ou de la compléter et/ou de la rectifier. Dans ce cas, il notifie au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique.

6.5. Règlement en cas de cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique, dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

6.6. Règlement en cas de sous-traitance

Le paiement direct des sous-traitants, accepté et agréé par l'acheteur public préalablement à se prestations, **est obligatoire dès lors que les prestations sous-traitées ont un coût égal ou supérieur à 600€ TTC. Aucune dérogation ne peut être acceptée, et le cas échéant, des pénalités pour défaillance contractuelle peuvent être appliquées.**

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions suivantes sont applicables :

1. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-11 du Code de la commande publique.
2. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur public.
3. Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur public, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis. L'acheteur public adresse alors sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
4. Le sous-traitant utilise le portail de facturation CHORUS Pro et y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.
5. L'acheteur public procède au paiement du sous-traitant dans un délai qui ne peut excéder celui des articles R. 2192-10 et R. 2192-22 du code de la Commande Publique publics à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire, soit de l'expiration du délai de 15 jours susvisé, soit de la réception de l'avis adressé par le sous-traitant attestant que le titulaire a refusé ou n'a pas réclamé le pli du sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités n'est appliquée et les pénalités sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités peut être déduit du montant des règlements à verser au titulaire, ou réclamer via un titre de recettes.

Par même dérogation à l'article 14, les pénalités applicables sont indiquées ci-dessous.

L'acheteur public peut, à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché. Les points jugés lors des contrôles concernent l'ensemble des actions du titulaire pour mener à bien les prestations objet du marché.

Si le montant des pénalités appliquées dépasse les 10% du montant du marché l'acheteur public se réserve le droit de le résilier.

Le surcoût résultant de la passation du marché de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que des frais administratifs divers seraient alors imputés au titulaire sorti.

	Manquement	Retenue forfaitaire
1	Non-respect du planning de maintenance préventive ou intervention en dehors des heures prévues	50 € par jour de retard ou par constat de retard
2	Manquement à l'une des clauses et règles de sécurité (accès, vêtement de travail, non port EPI) ou du règlement intérieur	100 € par manquement
3	Retard dans la remise des documents contractuels supérieur à 8 jours	50 € par jour de retard
4	Documents remis incomplets et/ou imprécis et/ou inexacts	100 € par constat
5	Non-respect des délais d'intervention en astreinte	150 € par constat de retard
6	Non-respect des délais de remise en service	200 € par jour de retard
7	Non-respect des délais de remise en état définitif	250 € par jour de retard
8	Absence à un contrôle programmé par l'ENS	500 € par constat

7.1. Pénalités applicables

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur public, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de **100 € par jour**. En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures à l'article 38 du CCAG FCS : résiliation pour faute du titulaire.

7.2. Pénalités applicables en cas d'autre manquement constaté

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, pour tout autre manquement aux dispositions du marché, il est appliqué, sans mise en demeure infructueuse, une pénalité forfaitaire s'élevant à 100€ par manquement constaté.

7.3. Autres pénalités

En complément des stipulations ci-dessus, les pénalités suivantes sont applicables :

Dans le cas où l'acheteur est informé par un agent de l'inspection du travail que son cocontractant

titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, elle lui applique une pénalité fixée à 200€.

Cette pénalité est appliquée si, après mise en demeure adressée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le cocontractant n'apporte pas à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, l'acheteur public en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer la pénalité susmentionnée.

8. Modalités d'exécution du marché

8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations sont réalisées dans les conditions du CCTP, CCAG FCS et règlement intérieur de l'**École Normale Supérieure Paris-Saclay**, sis au 4 avenue des Sciences à Gif-sur-Yvette 91190).

Il est porté à la connaissance du titulaire que les prestations objet présent marché peuvent avoir lieu en site occupé et en fonctionnement pour qu'il s'adapte à cette contrainte. Le titulaire doit avoir une attitude respectueuse vis-à-vis des usagers de l'ENS Paris-Saclay qu'il serait amené à rencontrer à l'occasion de sa mission. Le titulaire doit aussi veiller à respecter le travail des prestataires externes travaillant d'ores et déjà sur site, mais également des prestataires de maintenance-exploitation telles que la société de nettoyage et les sociétés assurant les opérations de maintenance.

9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du CCAG FCS.

9.2. Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, la décision est prononcée par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG FCS.

10. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

Modification des équipements en quantité et en qualité

L'acheteur public et le titulaire peuvent contractualiser par avenant les conditions d'ajout d'une ou plusieurs installation(s).

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire peut proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement peut intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

À l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé peut être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit un titulaire tierce ;
- dans le cadre d'un groupement solidaire : un titulaire tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

11. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial HT, diminué du montant HT, non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il est fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS :

- L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire ;
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

12. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est le :

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

13. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS
Pénalités	14